

# EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS

## de la Communauté d'agglomération du Libournais

### ARRETE N° 2025 - 392

#### PRESCRIVANT L'ENQUETE PUBLIQUE DU PROJET DE REVISION A OBJET UNIQUE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE GENISSAC

Le Président de la Communauté d'agglomération du Libournais ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 151-1 et suivants ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de La Cali en date du 10 mai 2022 approuvant la révision du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu la délibération de la commune de Génissac n°2024-64 du 28 aout 2024 sollicitant La Cali d'engager une révision à objet unique (ou allégée) ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de La Cali en date du 25 septembre 2024 prescrivant une révision à objet unique du PLU de Génissac ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de La Cali en date du 12 février 2025 arrêtant la révision à objet unique et tirant le bilan de la concertation ;

Vu les avis des personnes publiques associées ou consultées ;

Vu la décision n° E25000085/33 en date du 10 juin 2025 du Président du tribunal administratif de Bordeaux désignant M. BAUDINET, Officier supérieur de l'armée de terre, en qualité de commissaire enquêteur titulaire chargée de conduire l'enquête publique relative au projet de révision à objet unique du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête ;

#### ARRÊTE

##### ARTICLE 1 :

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de révision à objet unique du P.L.U. de la commune de Génissac pour une durée de 39 jours consécutifs, à compter du 15 juillet 2025 jusqu'au 22 aout 2025 inclus,

Le projet de révision à objet unique a pour objectif :

*La révision allégée n°1 du PLU de Génissac a pour objectif la création d'un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) pour permettre le développement d'une activité d'hôtellerie/spa 5 étoiles par le changement de destination et des travaux d'extension et réhabilitation du Château Rambaud, aujourd'hui à l'abandon (article L. 151-13 du code de l'urbanisme) aujourd'hui interdits par les dispositions réglementaires en vigueur au sein des zones A et N.*

Ce projet a fait l'objet d'une évaluation environnementale.

##### ARTICLE 2 :

Au terme de cette enquête publique, le conseil communautaire approuvera la révision à objet unique du PLU, éventuellement modifiée suite aux avis des personnes publiques associées, au rapport et avis du commissaire enquêteur et aux décisions de la commission urbanisme.

### ARTICLE 3 :

Afin de conduire l'enquête publique, le président du tribunal administratif de Bordeaux a désigné M. BAUDINET, Officier supérieur de l'armée de terre, en qualité de commissaire-enquêteur.

### ARTICLE 4 :

Le dossier complet du projet de révision à objet unique du PLU et les pièces qui l'accompagnent, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé préalablement à l'ouverture de l'enquête publique par M. BAUDINET Remi commissaire-enquêteur, seront déposés au siège de la communauté d'agglomération et en mairie de Génissac et mis à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture, à savoir le :

A la Cali (42 rue Jules Ferry 33500 Libourne)

▲ Du Lundi au Vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00

A la Mairie de Génissac :

▲ Du Lundi au vendredi : 9h00 -12h00 et 13h30 – 17h00

▲ Accueil sur rendez-vous les mardi et jeudi après-midi

Des informations relatives à l'enquête pourront être consultées sur le site internet de la communauté d'agglomération à l'adresse suivante : [www.lacali.fr](http://www.lacali.fr).

Chacun pourra ainsi prendre connaissance du dossier de révision à objet unique et consigner ses observations, soit :

- ▲ sur le registre d'enquête ;
- ▲ les adresser par écrit à Monsieur le commissaire-enquêteur au siège de la communauté d'Agglomération (42 rue Jules Ferry 33500 Libourne) ;
- ▲ les adresser par courrier électronique à l'adresse e-mail suivante : [enquetepublique@lacali.fr](mailto:enquetepublique@lacali.fr), avec la mention en objet :

Pour la révision à objet unique « courrier à l'attention du commissaire enquêteur pour le projet de révision à objet unique du PLU de Génissac »,

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, toute personne pourra :

- demander des informations ;
- obtenir, sur sa demande et à ses frais, communication du dossier d'enquête publique ; auprès du Responsable du service urbanisme de La Cali.

### ARTICLE 5 :

Le commissaire-enquêteur recevra le public dans les locaux de la mairie de Génissac aux jours et heures suivants :

- mardi 15 juillet de 9h00 à 12h00,
- lundi 21 juillet de 9h00 à 12h00,
- vendredi 25 juillet de 9h00 à 12h00,
- mercredi 6 août de 9h00 à 12h00,
- mercredi 13 août de 9h00 à 12h00,
- vendredi 22 août de 13h30 à 17h00.

### ARTICLE 6 :

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, le registre déposé au siège de la communauté d'agglomération et en mairie sera mis à disposition du commissaire-enquêteur et clos par lui.

Le commissaire-enquêteur dressera dans les 8 jours après clôture de l'enquête, un procès-verbal de synthèse des observations et le remettra au président de la communauté d'agglomération, responsable du projet.

Le président de la communauté d'agglomération disposera de 15 jours à la date de la remise de ce procès-verbal pour produire les observations éventuelles de la commune en réponse.

Le commissaire-enquêteur disposera d'un délai de trente (30) jours à compter de la fin de l'enquête, soit au plus tard le 22 septembre 2025, pour transmettre au président de la communauté d'agglomération le dossier d'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées avec son rapport et, dans un document séparé, ses conclusions et avis motivés. Un délai pourra être accordé au commissaire-enquêteur, sur sa demande motivée.

Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

### ARTICLE 7 :

A partir de la remise du rapport et des conclusions, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur au service urbanisme de la communauté d'Agglomération et en mairie de Génissac durant les heures d'ouverture, à savoir le :

A la Cali (42 rue Jules Ferry 33500 Libourne)

▲ Du Lundi au Vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00

A la Mairie de Génissac :

▲ Du Lundi au vendredi : 9h00 -12h00 et 13h30 – 17h00

▲ Accueil sur rendez-vous les mardi et jeudi après-midi

Ces documents seront consultables pendant un an à partir de la clôture de l'enquête publique.

#### ARTICLE 8 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Cet avis sera affiché notamment à la communauté d'Agglomération du Libournais et en mairie et sur tous les emplacements prévus habituellement sur le territoire pour l'information du public et à proximité des lieux concernés par le projet de révision à objet unique du PLU, 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. Il respectera l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R 123-11 du code de l'environnement, à savoir :

« les affiches mentionnées au III de l'article R 123-11 mesurent au moins 42 x 59,4 cm (format A2). Elles comportent le titre « avis d'enquête publique » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées à l'article R 123-9 du code de l'environnement en caractères noirs sur fond jaune. »

Ces formalités de publicité seront justifiées par un certificat du président de la communauté d'Agglomération du Libournais et du maire.

Cet avis au public sera également consultable, le cas échéant, sur le site internet de la communauté d'Agglomération : [www.lacali.fr](http://www.lacali.fr).

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête publique, avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion et au cours de l'enquête en ce qui concerne la deuxième insertion.

#### ARTICLE 9 :

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée au service d'urbanisme de la préfecture du département de la Gironde où le public pourra les consulter, ainsi qu'au siège de la communauté d'Agglomération du Libournais et en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le président de la Communauté d'agglomération du Libournais publie le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur sur ce même site et le tient à la disposition du public pendant un an.

#### ARTICLE 10 :

Monsieur BAUDINET, commissaire-enquêteur, et le président de La Cali, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

#### ARTICLE 11 :

Copie du présent arrêté sera adressé à :

- ▲ Monsieur le sous-préfet de Libourne ;
- ▲ Monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux ;
- ▲ Monsieur le commissaire enquêteur.



A Libourne, le 23 juin 2025

Monsieur Philippe BUISSON  
Président de La Cali